CAUSES

COMMUNES

TRIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

50^e
numéro

MARS-AVRIL 2019

50

LAPOSTE

P.P.
CH-1205
Genève

B-ECONOMY

NOS CAUSES COMMUNES

SYLVAIN THÉVOZ,
COORDINATEUR RÉDACTIONNEL

Un 50e numéro, ça se fête! Dans ce numéro anniversaire, nous avons souhaité retracer l'historique et l'actualité de Causes communes, sa raison d'être.

C'était l'occasion aussi, en période de prolifération des informations mensongères, de manipulations médiatiques et d'invasions de trolls sur les réseaux sociaux, d'affirmer et défendre le goût du débat, basé sur la transparence de l'information et la diversité des idées.

La presse romande souffre, malmenée par l'impérialisme financier de grands groupes (Tamedia, Ringier), pour qui l'information est un investissement soumis aux diktats de la surrentabilité, ou une danseuse à faire tourner sans cesse. Dans notre journal de section, nous défendons, à notre échelle, modestement et résolument, l'importance de continuer à écrire, publier, informer, et produire un journal de qualité. Des journaux ferment (*la Cité, le Matin*), des employé.e.s sont licencié.e.s. De nouveaux journaux sont lancés (*La Torche, Micro, Bon pour la tête*), sans garantie de pérennité. D'autres résistent (*Le Courrier, Gauchehebd, Domaine Public, Pages de gauche, Sept.info*). Nous croyons faire partie d'un front pour la diversité des points de vue et contre l'abâtissement de la société du divertissement.

Un journal de proximité, pour une économie locale

Des secteurs entiers de l'impression sont en crise. Pour payer quelques francs de moins, certains sont prêts à délocaliser leurs travaux d'impression et à péjorer les conditions de travail des Genevois.e.s. Nous restons fidèles à une imprimerie locale, l'Imprimerie Nationale, aux Pâquis, et travaillons avec des graphistes locaux

(l'atelier supercocotte à l'usine Kugler), faisons appel à des artistes locaux pour illustrer les numéros. C'est un choix politique, éthique. Celui de défendre une économie de proximité et de qualité quand d'autres impriment en Pologne ou Bulgarie, détruisant des petites entreprises genevoises n'ayant pas les mêmes charges et ne luttant pas avec les mêmes armes. Quatre numéros par an, portés par un comité de rédaction militant, ça n'a l'air de rien, mais c'est un travail conséquent. C'est également un pari sur la durée: celui de continuer à former une pensée collective et défendre la culture du débat au sein de notre parti par le biais du journal. Chaque année, le comité rend compte à l'assemblée générale qui vote la ligne budgétaire de Causes communes, prend note des critiques et recommandations.

Papier ou numérique?

Conserver un numéro imprimé à 3000 exemplaires est également un choix réfléchi. Si notre newsletter hebdomadaire est uniquement numérique, Causes communes garde un fort ancrage papier. À l'ère du tout numérique, soi-disant plus économique et écologique, chiffrer les dépenses en fibres optiques, câbles de cuivre, centre de données est édifiant, de même que le prix de l'indépendance bradée à certains réseaux sociaux. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) seraient responsables de deux à trois pourcents des émissions de CO2 dans le monde, soit l'équivalent du transport aérien. Nous croyons à la complémentarité des supports, à la durabilité du papier, sa résistance. Nous croyons à l'avenir du journal comme un objet à part, valorisé comme tel et traité avec égards, dans lequel il entre une certaine beauté; noblesse à laquelle l'œil s'attache bien plus qu'au tombereau de couleurs dont les réseaux sociaux et l'économie de l'attractivité nous rendent dépendant.e.s.

Ce journal est certifié 100% sans cookies, sans malware, sans phishing, ni cheval de Troie. Il est le fruit d'un engagement de plusieurs années et d'une histoire collective. Merci à toutes celles et ceux qui au cours de ces années y ont contribué. Ce journal est le vôtre. Longue vie à toutes nos Causes communes!

AU BEAU MILIEU DE TON MAGAZINE
TU TROUVERAS LE FAMEUX

LE JEU DE L'ŒIL DU CINQUANTIÈME

QUI S'AMUSE À DÉBUSQUER LA NOTION DE HASARD DANS LA POLITIQUE MUNICIPALE... ARRACHE DONC CES PAGES CENTRALES ET ENCOLLE LES FRANCHEMENT SUR DU CARTON FORT, OU SUR UNE PLANCHE OU UN BLOC DE MARBRE. POUR FABRIQUER LES DÉS, IL SUFFIT DE COLLER DÉLICATEMENT CES DEUX PETITS PATRONS

SUR DU CARTON MI-FORT, CETTE FOIS-CI, DE LES DÉCOUPER PRÉCISÉMENT, DE COLLER LES LANGUETTES DE FAÇON À OBTENIR UN PETIT CUBE QUE TU POURRAIS LESTER AVEC DE LA MIE DE PAIN. D'AILLEURS, SI TU AS DU PAIN ET QUE TU N'ES PAS TRÈS HABILE DANS LE DÉCOUPAGE, TU PEUX MODELER DIRECTEMENT DANS CETTE MATIÈRE UN PETIT CUBE AUQUEL TU AJOUTERAS AU FEUTRE INDÉLÉBILÉ DES PETITS POINTS SUR TOUTES LES FACES EN RESPECTANT SCRUPULEUSEMENT LE NUMÉROTAGE DE UN À SIX. QUANT AUX FIGURINES REPRÉSENTANT LES JOUEUR.SES, TU PRENDRAS UNE GROSSE MIETTE DU PAIN SUS-MENTIONNÉ, UNE PIÈCE DE CINQ CENTIMÈS, UN PETIT CAILLOU, UNE ASPIRINE, UNE FÈVE, UNE MYRTILLE. SI TU AS DES CRAYONS DE COULEUR, TU AURAS DU PLAISIR À AMÉLIORER TON PLATEAU DE JEU EN LE COLORIANT AVEC SOIN, PRENANT GARDE CEPENDANT DE NE PAS DÉPASSER DES TRAITS ET DE LAISSER LES ŒILES EN BLANC. BON AMUSEMENT!

CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

lea.winter@ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève!
Envie de soutenir le *Causes Communes*: abonnez-vous!
Envoyez vos coordonnées à psvg@ps-geneve.ch
Finance d'inscription: 20.-/année
CCP: 12-12713-8

Coordination rédactionnelle: Sylvain Thévoz.

Comité rédactionnel: Umut Akar, Olivia Bessat, Jorge Gajardo, Virginie Studemann, Léa Winter.

Ont collaboré à ce numéro: Albert Anor, Mohammad Azad Salawati, Coline Davaud, Anne-Christine Duss, Gérard Deshusses, Jannick Frigenti Empana, Béatrice Graf Lateo, Pascal Holenweg, Virginie Keller, Céline Privet, François Jean-Richard, Fabio Raviola, Jacques Rochat.

Illustrations: Aloys Lolo.

Maquette et mise en page: Atelier supercocotte.

Impression: Imprimerie Nationale, Genève.

Tirage: 3000 exemplaires sur papier recyclé.

Les avis et opinions tenu-e-s par les invité-e-s n'engagent pas le comité de rédaction.

REGARDS CROISÉS

SUR 49 NUMÉROS

Si notre journal de section est avant tout une aventure collective, trois personnalités, coordinatrice et coordinateurs ont marqué l'évolution de Causes communes. Regards croisés avec Pascal Holenweg, Virginie Keller et Sylvain Thévoz, entre hier, aujourd'hui et demain.

Causes communes : Pourquoi vous êtes vous investi.e.s dans Causes communes ?

Pascal Holenweg : Je ne prétends pas m'y être investi. Je répondais seulement à quelques invitations d'y collaborer, parce que je suis un garçon poli. En revanche, je m'étais investi dans ses deux ancêtres : *Tribune Socialiste* et *Débats*. Putain, ce que le temps passe...

Virginie Keller : Créer un journal de débats politiques était un rêve de toujours!

Sylvain Thévoz : La rencontre avec Virginie Keller a été un éveil politique. On m'a invité à embarquer dans l'aventure rédactionnelle. Arrivant au Parti, je voulais me rendre utile. Le journal a été une possibilité concrète et immédiate d'investissement et de découverte.

Quel était l'état d'esprit, la ligne du comité de rédaction à votre époque ?

VK : L'idée était de montrer que nous étions capables d'offrir un espace de débats ouvert à la société civile, hors du calendrier politique des votations et des élections. Avec l'envie aussi de travailler avec des artistes, des photographes et de surprendre...

ST : *Causes communes* ne devait pas seulement être un journal de section, mais

peser dans la construction et le débat politique. On voulait toucher les gens avec un journal de proximité. Le journal était pensé aussi comme un lieu de passage et de formation. Jusqu'à aujourd'hui on a défendu cette ligne.

Un souvenir, une anecdote, ou un fait marquant durant les années où vous étiez rédactrice, rédacteur ?

PH : Deux souvenirs de Débats. Le premier numéro (ça se fête toujours, le premier numéro d'un journal, surtout quand il a de l'ambition qualitative), et le dernier dont je me rendis coupable et que j'avais affublé d'un supplément «autonome» défendant des positions contraires à celles du Parti. Paraît que ça ne se fait pas. Mais je ne me souviens plus si je me suis fait virer ou si je suis parti de moi-même. Le résultat est le même, non ?

VK : Des soirées animées accompagnées de repas, de disputes et d'amitiés!

ST : Les apéros de lancement pour chaque numéro, en variant les lieux, marquent le coup et rassemblent les personnes qui ont contribué au numéro. De belles rencontres renforcent les liens avec des gens dont on ne connaissait parfois que la plume. C'est aussi la récompense après l'ardu travail du montage et le stress lié au bouclage du numéro.

Quel regard portez-vous sur Causes commune quand vous regardez les 49 numéros ?

PH : Un regard plein de gratitude à l'égard de ceux qui s'échinent à faire ce journal, et plein d'évaluations positives sur la qualité de ce qui y est publié.

VK : 49 numéros, beaucoup de boulot et les dessins d'Aloys Lolo. Attention à ne pas être trop consensuel. Heureusement, le Cause Toujours de Pascal Holenweg nous rappelle le plaisir de la liberté de penser.

ST : Ce journal est une somme de bonnes volontés et d'envies communes. C'est un outil puissant. Quand il sort de l'imprimerie, on peut toujours le critiquer, trouver qu'il y manque ceci ou cela, mais généralement il y a un sentiment de fierté.

Quel article, numéro, vous a particulièrement marqué ?

PH : Le premier, forcément, parce que c'était le premier.

VK : La première maquette du journal, de la place pour les photos, un entretien avec Jean Ziegler.

ST : Le numéro de 2013 Crise alimentaire, un remède de cheval. C'était après la crise sur les lasagnes à la viande de cheval. On a composé un numéro de qualité de 28 pages qui posait clairement les enjeux de l'alimentation avec une vision écosocialiste encore totalement actuelle.

Qu'aimeriez-vous lire dans Causes communes de demain ?

PH : Tout ce qui peut déranger notre confort politique. Ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards, ni patience (René Char). Troublez, camarades, troublez!

VK : Continuer à découvrir celles et ceux qui à Genève s'engagent pour un autre monde.

ST : J'aimerais qu'il poursuive son travail de réflexion et de fond, avec des numéros thématiques qui permettent d'affronter les enjeux du quotidien, avec des arguments pour alimenter les débats.

PRISES DE TÊTE

ET PASSION

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

Graphiste depuis le premier numéro de Causes communes en septembre 2006 jusqu'au numéro 18 de février-mars 2010, Anne-Christine Duss revient sur ces premières années de Causes Communes et l'utilité d'un journal pour un parti politique, la forme qu'il pourrait prendre à l'avenir.

Anne-Christine, peux-tu nous dire en quelques mots qui tu es, ta trajectoire de vie ?

Qui je suis ? Ce serait trop long à détailler. Je vais me contenter de vous relater mon parcours professionnel : je suis actuellement la directrice de l'agence atelierssud® que j'ai créée il y a plus de 14 ans. J'ai toujours rêvé d'être ma propre patronne. Après quelques expériences dans diverses structures, l'évidence était devant mes yeux, il fallait que je crée ma propre entité. Au début, un simple atelier de graphisme. Cependant, l'ère numérique était en marche et il ne fallait pas loupé le coche. Donc, j'ai intégré les bancs d'école pour me former à l'ensemble des outils numériques et à la communication digitale. Enfin, en 2013, après l'arrivée d'Antonio Catalfamo, webmaster et expert en webmarketing, l'atelier s'est transformé en agence de communication digitale et print.

Graphiste du journal Causes Communes de 2006 à 2010, établissant la maquette des premiers numéros et faisant le travail de montage ; quels en sont les souvenirs marquants ?

Quelques-uns comme de travailler ensemble avec mon compagnon de l'époque, François Jean-Richard dans le même espace, lui en qualité de rédacteur en chef et moi comme graphiste. On venait d'emménager dans notre nouvel appartement et nous y avons consacré une pièce pour en faire notre bureau. Ce furent des soirées entières à revoir ensemble les textes et quelques petites tensions, mais beaucoup de rires également : les positions anarchistes de Pascal Holenweg, les articles montés à la dernière minute, car il y avait toujours son lot de retardataires... Mais au final, ce sont de bons souvenirs.

Qu'a représenté ce travail pour toi, quelles en étaient les difficultés et les plaisirs particuliers ?

Dans ma jeune carrière d'auto-entrepreneuse, cela a été une opportunité de travailler sur un projet d'une telle envergure. Cela m'a permis d'obtenir d'autres mandats par la suite. La difficulté ? Parfois, les militant.e.s qui travaillaient sur le journal en dehors de leurs heures de travail ne comprenaient pas forcément que j'avais une vie de famille ; et nous passions des heures tardives à passer les dernières corrections.

Si tu devais reprendre la création de Causes Communes, par quoi commencerais-tu ?

Je ferais une édition limitée en papier – seulement aux personnes qui souhaitent l'avoir sous cette forme – et un site internet dédié au journal.

Imprimer un journal papier aujourd'hui, ce n'est plus raisonnable ?

Personnellement, je pense que de moins en moins de personnes s'adonnent à la lecture de magazines ou de journaux. L'impression

d'un certain nombre d'exemplaires dont une partie ne sera pas forcément lue, nuit à l'écologie. Je suis pour une numérisation de ce type de communication.

Le numéro de Causes communes que tu as préféré monter ?

Je ne sais pas. Tous ceux que j'ai montés, je l'ai fait avec grand plaisir. Même si parfois on se prenait la tête avec Virginie, Sylvain ou Félicien.

Un parti politique a-t-il besoin d'un journal pour vivre ?

Oui, je pense qu'un journal est indispensable. Il donne un autre éclairage sur la politique menée par le Parti. Évidemment, cela dépend de la valeur du contenu et le public visé. Il est important à mes yeux de traiter de sujets de société et d'éviter le nombrilisme.

Quel est ton regard sur la crise dans les médias aujourd'hui, la perte de diversité qu'elle implique ?

Ces dernières années, le monde est entré dans une grande mutation. Nous n'avons plus le temps de prendre du recul pour voir ce que l'avenir nous réserve. L'arrivée des smartphones (un peu plus de 10 ans) a profondément changé la manière de s'informer. Tout passe par Google maintenant. Les jeunes surfent plusieurs heures par jour sur internet via leur mobile. Dans un tel contexte, il est évident que les médias traditionnels n'ont plus leur place, malheureusement. Par contre, une diversité apparaît sur le web, plus ou moins qualitative. À nous de monter dans le train en marche et de produire des contenus sur la toile.

ANCRAGE PAPIER

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

Depuis 1987 Jacques Rochat gérait l'Imprimerie Nationale aux Pâquis. Il est parti à la retraite en 2018 après une vie entière dédiée à l'impression, au papier, et à sa clientèle. Partenaire fidèle de Causes communes, nous ne voulions pas le laisser partir sans un dernier échange en guise de reconnaissance et de remerciements.

Jacques Rochat, pouvez-vous nous rappeler votre trajectoire. Comment en êtes-vous venu à exercer cet incroyable métier d'imprimeur ?

La chanson dit *J'aurais voulu être un artiste*. Dans mon cas, c'est *J'aurais voulu être un graphiste*. Je suis né en Gruyère, dans une famille de 4 enfants. Cette formation était trop lourde financièrement pour le budget parental et trop éloignée du cocon familial. Mon choix s'est porté sur le métier de typographe: apprentissage de 4 ans à Bulle chez un patron et formation simultanée à l'ERAG de Lausanne. Arrivé en 1972 à Genève aux Imprimeries Populaires, j'y exerce plusieurs métiers de l'imprimerie, respectivement claviste et fondeur mono puis monteur offset. Nommé responsable de la relation avec la rédaction de la revue *Médecine & Hygiène*, je découvre les exigences de la clientèle. En 1978, je m'inscris au SAWI pour une formation de technicien en publicité. Enfin, en 1987, j'ai l'opportunité de reprendre

l'Imprimerie Nationale avec mon associé Samuel Baumann. Cette imprimerie, fondée en 1874, occupait alors une vingtaine de collaborateurs; l'entreprise en comptait une petite dizaine à fin 2018.

Quels sont aujourd'hui les défis de ce métier, les principales difficultés auxquelles la branche doit faire face ?

Les défis: lutter contre l'exode des grands travaux et espérer un frein à la diminution des commandes sur support papier. La baisse est très forte pour les journaux et les magazines (impression de papiers en bobine). Le domaine des livres et les autres impressions sur papier «en feuilles» est également en baisse. C'est plus encourageant dans le domaine de l'impression numérique «à la demande».

Concernant les difficultés, en voici quelques-unes.

- Le choix de la communication papier est de plus en plus remis en question. L'arrivée dans le monde économique des donneurs d'ordre des nouvelles générations nées avec un smartphone à la main amplifie la tendance du sans papier.
- La taille du marché suisse (romand). Les chiffres de tirage sont de moins en moins élevés. Les grosses infrastructures offset sont pénalisées en raison des investissements importants.
- La concurrence étrangère (pays voisins et de l'Est européen) capable de produire 30 à 50% meilleur marché.

- Le niveau des salaires de la branche élevé en comparaison. Le salaire moyen d'un techno-imprimeur est de CHF. 6'500.- contre 3'000 euros en France par exemple.
- Face aux changements technologiques, le défi de la formation de la relève.

Certains prédisent la fin du papier. Partagez-vous ce diagnostic ?

La réduction de la consommation oui, pas la fin! Le papier fait partie des rares produits durables. Il peut être recyclé en moyenne 5 fois.

Quelques chiffres: 55% de la quantité mondiale de bois abattus est utilisée dans le domaine de l'énergie, 30% pour les scieries et 15% seulement pour le papier!

En comparaison avec le monde numérique, selon une étude de l'ONU, plus de 15 millions de tonnes de déchets électroniques sont générés chaque année rien qu'en Europe; 3 millions sont recyclés mais de manière très problématique.

Tandis qu'Internet occupe une place de plus en plus importante dans la vie quotidienne, le papier demeure le support choisi lorsqu'il s'agit de transmettre une émotion (notre roman préféré, les cahiers de nos enfants, nos lettres d'amour et autographes), de la confiance (contrats, magazine). Le papier n'a pas besoin d'une source d'énergie pour être consulté.

Enfin, pourquoi se passerait-on d'un support qui «traverse» aussi bien le temps? On peut lire aujourd'hui des livres imprimés vers l'an 1500. Est-ce que les

technologies de communication actuelles seront toujours consultables dans 500 ans?

La branche de l'imprimerie a été particulièrement touchée par les évolutions technologiques. Quels ont été les principaux changements induits par ces changements technologiques ?

Les changements sont les mêmes que ceux qui touchent les professions liées à des technologies.

Lorsque j'ai appris le métier, dès 1967, on alignait encore des caractères mobiles et les lignes de plomb pour créer une forme d'impression. Puis le plomb a été rapidement remplacé par des films pour l'offset. Pour moi, une période décisive a été celle de l'arrivée des PC où l'on a vu les imprimeries perdre la maîtrise des textes, la saisie des données. Les clients ne venaient plus à l'imprimerie avec des manuscrits et des photos qu'ils confiaient au savoir-faire de l'imprimeur. Ces changements ont eu pour conséquence la disparition de métiers liés à l'obsolescence de tâches et d'équipements (par exemple : opérateur, fondeur, correcteur, photolithographe, etc.). Vers 1975, sont arrivées les photocomposeuses et les scanners. En 1984, les Mac ont révolutionné la préparation des formes d'impression et le traitement de l'image. Aujourd'hui, l'impression numérique, très en vogue, ne demande pas une formation très pointue. Par contre, une excellente préparation des fichiers, une des tâches dévolue au polygraphe, demeure le gage d'une impression de qualité. Un sérieux potentiel de développement existe pour ceux qui seront compétents en pré-média, dans les conseils et la conception, et pour tout ce qui touche à l'expédition, la logistique et les transports.

Il y a une grande concurrence dans le domaine de l'impression. Qu'avez-vous à dire à ceux qui font par exemple imprimer

à l'étranger « parce que c'est moins cher » ?

Commander des impressions à l'étranger, c'est presque toujours faire le choix du prix. Mais ce choix ne tient pas compte des imprimeries locales qui paient les taxes et les impôts locaux, qui commandent leur matière première en Suisse. C'est ignorer aussi que des postes de travail locaux dépendent de ces commandes. Et c'est en péril la formation des apprenti.e.s qui découle de la bonne santé de ces entreprises. Enfin, la clientèle suisse s'adresse aussi à une concurrence « désagréable » dont il faut parler : les « courtiers en impressions » qui n'ont aucune structure locale. Ils vendent des imprimés produits essentiellement à l'étranger pour faire leur marge.

Vous avez été un membre actif de Viscom, faitière des sociétés de la branche de la communication durant de nombreuses années. Quels sont les principaux combats que vous avez menés. Quelle est l'importance de cette entité ?

La branche graphique a joué un rôle de pionnier en Suisse dans les relations entre partenaires sociaux. La convention a souvent été citée en exemple dans les années 1960 à 80. Au temps de sa « splendeur », il était plus facile pour le patronat d'accorder certaines conditions et plus aisé pour les syndicats de les obtenir. Le fil rouge a toujours été le respect du contrat collectif pour les 2 parties. Pourtant, selon un sondage, *le délai et le prix* figurent en tête pour le choix d'une imprimerie par notre clientèle. Le respect d'une CCT ou l'engagement dans la formation et le perfectionnement sont moins pertinents. Pour Viscom tout comme pour les syndicats, c'est la forte érosion des membres qui changent les paramètres. Moins de membres égale moins de moyens. En 2005, l'industrie graphique comptait 2'778 entreprises et 30'624 employé.e.s. En 2016, 1'680

entreprises et 15'600 employé.e.s. À fin 2018, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur le contenu de la CCT 2019-2021 après 3 rondes de négociations seulement. Preuve que les parties ont bien compris l'importance de la paix du travail dans la branche.

Ce métier vous manque-t-il déjà ? Pouvez-vous partager avec nous l'un des meilleurs souvenirs de votre carrière.

Un de mes souvenirs les plus marquants fut certainement une prise de décision : investir en 2010 un gros montant pour une nouvelle presse alors que la situation n'était pas favorable. Cette action a eu un effet doublement positif sur nos collaborateurs et sur la clientèle. Un investissement est révélateur de l'état d'esprit d'une entreprise!

Une anecdote un peu rigolote.

Un matin, à l'heure de l'ouverture, un monsieur à la mine déconfite se présente à la réception :

- Bonjour, j'ai passé une nuit horrible. J'ai de violentes douleurs dans la tête.
- Que puis-je faire pour vous ?
- Ben écoutez, c'est pour une consultation. J'ai vu écrit INFIRMERIE!
- Ah, non ici vous êtes dans une IMPRIMERIE...

Est-ce que l'erreur de ce monsieur était prémonitoire quant à l'évolution des imprimeries aujourd'hui ?

Nos métiers sont gratifiants. À l'heure du virtuel, ils donnent encore aux intervenant.e.s de la fabrication, la satisfaction d'avoir en main le résultat de leur travail. Plus que le métier, c'est le contact avec les gens et le plaisir de les conseiller qui me manquera le plus.

L'APLOMB DE L'IMPRIMEUR

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'Imprimerie Nationale a été reprise en 2018 par Prestige Graphique, regroupement de quatre imprimeries et d'un relieur. Le marché de l'imprimerie reste compliqué. Monsieur Jacques Rochat partant à la retraite, le poste de responsable du site a été proposé à Fabio Raviola qui a relevé ce défi.

Fabio Raviola, pouvez-vous nous rappeler en quelques mots votre parcours ?

Après différents stages effectués en fin de scolarité, mon choix professionnel s'est porté sur celui d'imprimeur. Je trouvais fascinant de voir tout ce papier blanc ressortir de ces grosses machines remplies de couleurs et de motifs différents. Depuis le début de mon apprentissage, à ce jour, j'ai toujours eu une chance immense d'être formé par des personnes passionnées par ce métier, et surtout d'apprendre à travailler sur différentes presses que j'ai pu trouver dans les diverses structures où j'ai travaillé. Mon parcours, avec les années, m'a amené à m'orienter dans l'organisation et la planification de petites imprimeries et à sortir petit à petit de la production.

Quels sont, à vos yeux, les avantages d'une imprimerie locale ? Comment arrivez-vous, face à la concurrence, à demeurer une source d'emplois et d'enrichissement pour la collectivité ?

Ce n'est pas toujours évident de faire passer le message du local. Nos concurrents étrangers sont tout aussi bien équipés et formés que nous à l'heure actuelle.

Il faut penser que nos entreprises et le personnel paient leurs impôts et taxes à Genève. Elles ramènent de l'argent dans les caisses publiques et aussi chez les commerçants locaux. Il faut aussi prendre en considération la formation des apprenti.e.s, la relève pour notre futur et notre savoir-faire.

En quoi le mandat d'impression de Causes Communes est important pour vous ?

Nous avons la chance de pouvoir imprimer votre journal et de collaborer avec vous depuis plus de 10 ans. Pour nous, cette confiance du Parti socialiste est rassurante et primordiale pour la continuité d'une imprimerie comme la nôtre, car justement on se sent soutenu. Cela nous permet d'avoir un travail régulier sur nos presses, de participer à la politique locale avec la diffusion d'idées sur support papier. Une occasion de mettre en œuvre notre savoir-faire avec un échange amical avec l'équipe du PS.

Y a-t-il pour vous une dimension éthique à l'impression locale ? Avez-vous l'impression que les collectivités publiques et les Genevois.e.s sont suffisamment solidaires de leur commerçant.e.s ?

Oui, se sentir soutenu est important pour nous. Je dirais que ça vaut aussi pour toutes les entreprises genevoises. Les imprimeurs de la place sont sollicités par des appels d'offres des collectivités publiques. C'est une très bonne chose, car elles nous permettent de rester compétitifs et attentifs au marché. Nous travaillons afin de pouvoir garder une très grande partie de tous ces imprimés à Genève. Pour notre part et en raison de notre emplacement en plein centre des Pâquis, nous sommes très régulièrement sollicités par les commerçants voisins qui jouent la carte du local.

Quels sont les principaux défis quand on gère une entreprise comme la vôtre ?

Notre plus grand défi est de pouvoir garder la confiance de notre clientèle dans le contexte de la concurrence actuelle. De continuer au mieux à les conseiller, de garder un service de proximité qui nous différencie de toutes ces offres d'Internet, et de pouvoir continuer à investir sans mettre en péril la stabilité et la trésorerie de l'entreprise.

Certains prédisent la fin du papier, d'autres annoncent que le coût du papier va augmenter drastiquement, ou lui trouvent des tares non-écologiques. Quels sont les arguments que vous leur opposez ?

Oui, la quantité des grands tirages en Suisse a diminué ces dernières années. Mais je pense que le développement de l'impression numérique ou offset à LED nous permet de proposer de nouvelles alternatives, avec des impressions à la demande, des tirages plus petits mais plus souvent remis sous presse ainsi que des supports (médias) autres que du papier. Il faut savoir que depuis quelques années la plupart des papiers que nous utilisons sont certifiés FSC et que le recyclage est très bien géré en Suisse.

Où pensez-vous que sera l'Imprimerie Nationale dans, disons, 5 ans ?

J'espère toujours au même endroit, mais sans doute sous une autre configuration, avec une orientation plus axée sur des technologies numériques. Il faut être conscient que les petites structures vont avoir du mal à survivre seules.

L'ATELIER SUPERCOCOTTE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'atelier supercocotte, situé à l'usine Kugler, revendique une activité polymorphe se jouant des frontières entre art et design et monté de nombreuses expositions. Le journal leur doit sa mise en forme et son style.

Pouvez-vous nous dire, Coline Davaud et Céline Privet, qui êtes-vous en quelques mots ?

Nous sommes deux femmes évoluant professionnellement dans le monde de la créativité.

Nous avons créé notre atelier en 2006 afin de pouvoir travailler de manière indépendante.

Vous êtes les graphistes du journal depuis 2010, que représente ce travail pour vous ?

La mise en page de Causes communes est un travail sur le long terme. Il implique la mise en place d'une relation de confiance avec un client, cela ne va pas toujours de soi et c'est un immense plaisir lorsque c'est le cas. C'est aussi l'opportunité de faire de très belles rencontres avec des personnes engagées.

En quoi le rapport au papier est-il spécifique pour vous ?

Le papier est une matière noble intrinsèquement liée aux pratiques artisanales d'impression. C'est un support de transmission de la pensée et un outil magnifique pour créer des objets dont la matérialité est porteuse de sens et de beauté également. Son utilisation requiert des savoir-faire spécifiques que nous utilisons également dans notre pratique artistique.

Quels sont les principaux défis de réaliser votre journal ?

Le principal défi est de créer un objet qui, tout en étant de qualité (esthétique et graphique), permet d'abord la promotion d'un contenu et de ses valeurs. Créer un dialogue nous permet l'expression de notre vision professionnelle de graphiste sur un objet de communication. Nous sommes à l'écoute du comité de rédaction, de ses envies, doutes ou visions concernant les possibles changements du journal.

Un journal papier aujourd'hui : est-ce encore bien raisonnable ?

Bonne question. Selon nous, oui et re-oui. Tout d'abord pour les raisons évoquées précédemment. C'est dire l'importance de l'objet papier comme support de transmission et de communication. C'est un objet sensible qui fait résistance à

l'ultra-connexion de nos esprits avec l'écran. En ce sens, il participe également, dans sa fabrication, à soutenir des métiers qui sont amenés à disparaître, engloutis par le tsunami numérique. Depuis toutes ces années, Causes communes est imprimé localement sur du papier recyclé, dans le respect des normes. Ce n'est pas le cas de nombreux objets numériques qui servent à lire des journaux en ligne sans parler de leur obsolescence programmée.

Le numéro du Causes Communes que vous avez préféré monter ?

Le prochain, bien sûr.

Quelles sont les pistes d'évolution possibles pour le journal ?

Les pistes d'évolution sont nombreuses et nous serions ravies de les partager avec le comité de rédaction lors d'une séance de travail autour d'un bon café.

ROSE, POING, À LA LIGNE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

François Jean-Richard est né en 1969 à Genève. Il a grandi sur la Côte lémanique. Il revient à Genève en 1986 après avoir réussi le concours d'entrée aux Arts Décoratifs. Il participe à l'occupation de Rhino le 9 novembre 1988 jusqu'en décembre 2006. Durant cette période, il fait plusieurs voyages en Israël et en Palestine, séjourné dans un Kibboutz près de Gaza en 1993. Père de deux enfants, il travaille depuis 2004 au sein de la RTS en tant que «rechercheur». Il participe dès janvier 2006 à l'aventure de Causes communes, travaillant à la fabrication des premiers numéros.

Tu as été au cœur du premier groupe qui a lancé Causes communes. Peux-tu nous en rappeler la genèse, qui était là et comment est venue l'idée de lancer ce journal ?

Je me rappelle qu'il n'existait alors que le bulletin du PS. Il était un peu tristounet, d'où la volonté de créer un périodique digne des «grands titres» célèbres qui ont marqué la gauche.

Y avait-il des références particulières, des sources d'inspiration ?

On voulait un journal bien marqué à gauche, avec une identité, une maquette et un format reconnaissables. Des articles touchant aux diverses problématiques contemporaines (environnementales, sociales, historiques, etc.) et aussi de l'humour, des photos d'archive... Et des interviews de personnalités politiques importantes.

As-tu une anecdote, un souvenir marquant à partager sur Causes communes ?

Au début, les premières réunions pour la création du journal étaient parfois «expressives». Une fois le choix du titre approuvé, il fallait discuter du symbole. Je me souviens que certain.e.s voulaient abandonner le poing et la rose. Sacrilège! Pascal Holenweg et moi-même étions sensibles au côté libertaire du journal. Ainsi, nous avons gardé les dates du calendrier républicain pour chaque parution.

Ton meilleur souvenir lié à ce journal ?

Une belle expérience, un chouette travail d'équipe.

Des regrets ?

Le fait qu'il ait changé de format. Il s'est rétréci, un peu comme la Gauche!

Tu es passé de membre à sympathisant au sein du PS, pourquoi ce changement ?

Je ne me reconnaissais plus vraiment dans la ligne politique et les décisions du PS, trop social-démocrate à mon sens.

Que penses-tu du fait d'imprimer un journal papier aujourd'hui, qui plus est dans une imprimerie genevoise ?

Je pense que le journal papier a encore un bel avenir devant lui. Pour ma part, je déteste lire la presse sur un ordinateur ou un livre sur une tablette. D'autre part, je reste sensible à l'aspect local, même si pour moi, le local implique la région plus large que le petit territoire genevois.

TU CAUSES, ET TU DIS QUOI?

VIRGINIE STUDEMANN

Nous étions partis avec l'idée de trouver des « perles », des propos décalés. Mais le décalage est toujours une question de subjectivité. Causes communes témoigne de nos convictions avec des propos « attendus » diront certains. Tant mieux, cela prouve que nous partageons une culture politique ce qui ne nous empêche pas d'être, parfois, un peu perplexes.

1. La société de consommation nous aliène et il est de notre devoir de penser la désaliénation.

A - Karl Marx
B - Rosa Luxembourg
C - Sami Kanaan

2. Les mouvements de gauche doivent faire face au défi du sexisme et rappeler que le combat féministe contre la domination masculine doit se faire en même temps contre d'autres formes de domination (classe, immigration, orientation sexuelle...).

A - Dalya Mitri
B - Rosa Parks
C - Émilie Gourd

3. Certaines espèces se contentent de lâcher leur semence dans la nature et les rencontres se font au hasard des courants.

A - Ninian van Blyenburgh
B - Jacques Testart
C - Association semences du pays

4. L'immédiateté voire l'instantanéité du temps dans lequel nous sommes plongés semble conduire au règne de la non-pensée, du tir en rafale ou de la posture iconique, de la perforation ou de la stupéfaction.

A - Smith & Wesson
B - Sylvain Thévoz & Stefan Kristensen
C - Stone et Charden

5. Aujourd'hui, le label « Genève, ville sociale et solidaire » sonne creux, tel un vase sur lequel on frappe et dont le son indique une fêlure. Redonnons-lui de la force et des raisons d'en être fier-e-s.

A - Soissons
B - Esther Alder
C - Simone Irmingier

6. Il faut absolument tordre le cou aux illusions ultralibérales qui prônent la baisse des impôts comme une panacée économique pour ensuite défendre l'austérité comme remède.

A - Laurence Fehlmann Rielle
B - Christiane Taubira
C - Margaret Thatcher

7. La plupart des multinationales viennent avec leurs propres employé.e.s. Elles ne créent que très peu d'emplois localement. De plus elles accaparent les logements au prix fort pour leurs employé.e.s.

A - Carole-Anne Kast
B - Albert Anor
C - Romain de Sainte Marie

8. Avec cette baisse d'impôts, ce sont des centaines de millions en moins de recettes pour l'État et des dizaines de millions en moins pour la seule Ville de Genève. Affaiblir les politiques publiques au moment où l'économie est fragilisée entraînera forcément une baisse de la qualité de vie. Quelle année ?

A - 2000
B - 2009
C - 2018

9. Cette volonté (la durabilité) doit se concrétiser au travers de politiques publiques articulées, parmi lesquelles, le recyclage des déchets, l'utilisation de carburants non fossiles, le contrôle de l'étalement urbain, l'amélioration des transports publics, le développement de taxes, permis et autres instruments incitatifs et/ou répressifs.

A - Sandrine Salerno
B - Lisa Mazzone
C - Greta Thunberg

10. La LAMal, avec toutes ses imperfections, est un système qui reste social et redistributif. Avec la réserve que, si l'on souhaite maintenir un système de prime par personne, les primes devraient être proportionnelles aux revenus.

A - Liliane Maury Pasquier
B - Alain Berset
C - Ruth Dreifuss

11. Dans l'histoire des institutions, il arrive que la routine l'emporte sur la créativité ; que le goût du confort prenne le pas sur la combativité.

A - Albert Rodrik
B - Manuel Tornare
C - Winston Churchill

12. La fin justifiant les moyens, la nudité subversive qui détourne le stéréotype de la femme-objet est une arme de protestation politique légitime.

A - Coline de Senarclens
B - Jean-Charles Rielle
C - Anna Hutsol (cofondatrice Femen)

13. J'ai parfois le sentiment que le parti fait trop de concessions (...) Jusqu'où l'intégrité du parti est-elle préservée ? Jusqu'à quel point trahit-on les idéaux au nom de la Realpolitik ?

A - Simonetta Sommaruga
B - Sivan Karabulut
C - Angela Merkel

14. Les élu.e.s doivent agir avec transparence et faire passer l'intérêt démocratique avant leurs propres intérêts professionnels ou financiers.

A - Pierre Maudet
B - Donald Trump
C - Amanda Gavilanes

15. La démagogie est l'expression de la compétition entre les egos dans la course au pouvoir pour le pouvoir et non pour le bien commun.

A - Maria Vittoria Romano
B - Pierre Maudet
C - Périclès

16. La légitimité d'une démocratie se définit par sa valeur d'usage. L'État doit donc être utile au plus grand nombre et surtout aux plus faibles, qui ont le plus besoin de protection et de réparation.

A - Erica et Jean Ziegler
B - Bonnie and Clyde
C - Barack et Michelle Obama

17. L'égalité et le partage, il n'y a pas de raisons de croire que c'est impossible et toutes les raisons de croire que c'est nécessaire.

A - Pascal Holenweg
B - Malala Yousafzai
C - Martin Luther King

18. L'abondance est le fruit d'une bonne administration.

A - David Hiler
B - Pascal Holenweg
C - Jean Jaurès

RÉPONSES EN PAGE 16

*Dis moi comment tu écris, je te dirai qui tu es.
En analysant les 50 numéros de Causes communes,
on en découvre les mots et les thématiques centrales.*

*Asile - Étrangers - Immigration - Droits humains - Exclusion
- Culture - Petite Enfance - Seniors - Élections - Exclusion -
Précarité Internationale - Jeunesse - Sport - Enfance - Fiscalité
- Collectif - Sécurité - Aménagement - Logement - Démocratie
de quartier - Constituante - Logement - Droit - Mobilité -
Droit à la ville - Égalité Femme-Homme - Élections - Résister
- Constituante - Engagement - Écologie - Environnement
- Économie - Emploi - Maisons de quartier - Élections -
Engagement - Canton - Bilan - Impôts - Intégration - Sécurité
- Logement - Social - Solidaire - Loyer - Pénurie - Coopérative
- Genre - Égalité - Femme - Féminisme - Associations -
Responsabilité - Sociale - Économie - Emploi - Richesse
- Entrepreneuriat - Solidaire - ESS - Histoire - Commun -
Surendettement - Pauvreté - Élections municipales - Ville -
Habitat - Écologie - Éducation - Exclusion - Religion - Laïcité
- Finance - Investissements - Budget - Durable - Économie
- Sociale Solidaire - Mendier - Pauvreté - Constituante -
Constitution - Canton - Livre - Presse - Coopérative - Utopie
- Social - Alimentation - Dette - Association - Instruction
- Citoyenneté - Santé - Démocratie - Sexisme - Diversité -
Mobilité - Internationale - Sexe - Frontières - Expats - Préjugés
- Mythes - Campagne - Expression - Solidarité - Participation
- Abstention - Pouvoir - Peuple - Représentation - Gouvernance
- Liberté - Justice - Extrémisme - Démagogie - Propagande -
Lobby - Altérité - Citoyen - Citoyenne - Municipal - Municipale
- Municipales - Durable - Créativité - Cohésion Sociale -
Solidarité International - Service Public - Innovation - Droit
de Vote - Bilan - Engagement - Femmes - MAH - Enfances -
Crèches - Éducation - Ville à cœur - Genève Internationale*

VOIX L'ARTICLE
PERCOCOTTE
GE HUIT.
ETTE DU PORT-NOIR
S SCIENCES SANS
ET SANS ENFREIN-
DE LA CIRCULATION,
DE TROIS CASES.
TRAVERSÉE AUTO-
PROFITANT DE LA
CELLE DU JET D'EAU:
HUËES À LA SÉANCE
M (CASE ZÉRO) OÙ
DE T'EXPLIQUER
S.

31 NOUS SOMMES EN FÉVRIER. TU ACHÈTES DES FRAISES À -38% CUEILLIES PAR DES ESCLAVES DANS DES SERRÉS CHAUFFÉES, RECULÉ DE UNE CASE.

35 LE BUDGET DE LA VILLE EST VOTÉ! LES PRESTATIONS À LA POPULATION SONT ASSURÉES! RELANCE LES DÉS...

38 AVANT LA FIN DE LA PARTIE, TU RÉCHIS À LA FAÇON DE RECYCLER CE PLATEAU DE JEU. TU PEUX REJOUER, MAIS AVEC UN SEUL DÉ. C'EST LA DÉCROISSANCE.

40 TU OBTIENS DANS UNE COOPÉRATIVE BRANCHÉE UN TRÈS BEL APPARTEMENT AVEC UN BALCON: TU EST TELLEMENT CONTENT·È QUE TU RESTES SUR TA CASE PENDANT SEPT TOURS!

44 TON PORTRAIT A ÉTÉ CHOISI POUR DEVENIR UNE AFFICHE DE «GENÈVE, SA GUEULE», TU SAUTES DE JOIE JUSQU'À LA CASE SUIVANTE.

47 OÙ TU PROFITES DE L'OCCASION POUR LOUER UNE SALLE DES FÊTES À LA GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE: TOUTES LES JOUEUR·S SE LÂCHENT LEUR CASE, TE REJOIGNENT SUR LA TIENNE ET ON REPART DE LÀ.

53 À BICYCLETTE TU AS TOURNÉ À DROITE AU CARREFOUR ALORS QUE LE FEU ÉTAIT ROUGE: TU NE RECULES QUE D'UNE CASE (CE N'EST PAS SI GRAVE!) TU EMBRASSES UN·E AGENT·E DE LA POLICE MUNICIPALE (APM): TU AVANCES D'UNE CASE (CE N'EST PAS SI HÉROÏQUE!).

58 TU PRÉTENDS QUE TU VAS SAUVER LA PLANÈTE EN TAPOTANT TON PETIT TÉLÉPHONE: LE JEU S'ARRÊTE PENDANT QU'ETU

LIS A' HAUTE VOIX POUR TOU·TE·S TES CAMARADES DE JEU LES PROPOS DE JACQUES ROCHAT EN PAGES CINQ & SIX.

60 TU TÉLÉPHONES AU SIÈGE DU PARTI SOCIALISTE-VILLE DE GENÈVE (PSVG) POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR UNE BÊTE QUESTION DE GÉOPOLITIQUE: LÉA & DIEGO TE RÉPONDENT AVEC UN TEL DISCERNEMENT QUE TU PARVIENS D'UN COUP À LA CASE SOIXANTE-ET-UNE.

MAIS LÀ JE N'AI PLUS D'IDÉES DE BOURDANTES À VOUS RACONTER, JE FATIGUE, ALORS JE VOUS PROPOSE DE JETER LES DÉS CHACUN·E À VOTRE TOUR EN VOUS SOUVENANT QUE VOUS DEVEZ ARRIVER PILE DANS LE JARDIN DE L'ŒIE C'EST-À-DIRE QUE SI VOUS DÉPASSEZ SOIXANTE-TROIS DE DEUX POINTS VOUS DEVEZ RECULER À SOIXANTE-ET-UN... MAIS LÀ VOUS Y ÊTES!!!!

63 ...CONTRE L'ABÉTISSEMENT GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DU DIVERTISSEMENT (RELIS L'ÉDITO), TU AS JOUÉ À CE JEU DE L'ŒIE SOCIALISANT AVEC PASSION, FINESSE ET CHANCE..... ET TU AS GAGNÉ! LE PSVG TE FÉLICITE CHAUMENT!

LE TEXTE JOUE LA MONTRE

JORGE GAJARDO

L'Hebdo a fermé en février 2017, Le Matin a disparu des caissettes et des terrasses pendant l'été 2018. Les voyants sont au rouge pour la presse en format papier. Tout indique que ses jours sont comptés. Le temps est aux choix politiques.

La presse papier est-elle réservée aujourd'hui aux mouvements politiques? Gauchebo, le successeur de La Voix ouvrière, tient son gouvernail depuis 75 ans, aime le papier et se méfie du net (voir encadré). À droite, les démocrates-chrétiens genevois ont rafraîchi leur journal. Exit Le Démocrate-Chrétien, trop connoté, place à l'Orange pressée, plus vitaminée. Le PDC croit au papier pour «distinguer» sa bonne parole dans la masse d'informations numériques et des e-mails. Étonnamment, le papier est un «moyen plus direct» de communiquer, nous dit Nicolas Fournier, son secrétaire général.

Du côté commercial, Micro veut succéder au Matin sur les tables des bistrotts. Le nouveau journal démarrera véritablement au printemps qui vient, où il espère avoir réuni, dans une campagne de crowdfunding, la somme nécessaire à son fonctionnement pendant un an. On souhaite du souffle au nouveau venu, car la presse écrite est désormais une course d'endurance.

Quand donc la presse papier a-t-elle commencé à perdre du terrain? Au début des années 2000? Il y a une vingtaine d'années, les éditeurs suisses ont en effet commencé un jeu cruel. Ils ont cannibalisé leurs journaux phares en créant des titres gratuits (Le Matin bleu, 20 minutes). Ils ont investi dans les contenus numériques avec un seul objectif identifiable sur le long terme: la rentabilité d'abord. Dans

ce modèle économique, où la gratuité fait figure de pierre angulaire, le contenu rédactionnel a rapidement tourné au produit d'appel, avec pour principale fonction d'attirer des annonces.

À bien y regarder, chez nous, la «culture du gratuit» avait commencé bien avant, au cours des années 1960. Les journaux avaient alors entamé le tournant du financement par la publicité des investissements technologiques et des contenus rédactionnels¹. Qui avait vu alors le ver dans la pomme drapée de vertu? C'est aussi à la fin des années soixante que les premières boîtes à journaux en bois, installées de manière anarchique par des petits vendeurs astucieux, avaient été reprises en main par les éditeurs et remplacées par les premiers modèles métalliques au design harmonisé. Installées aux points névralgiques, dans les villes, les caissettes sont alors venues enrichir l'imagerie folklorique des qualités civiques proprement suisses. Le fond est moins folklorique. Chez les publicitaires, l'idée s'est progressivement imposée qu'un journal volé était un journal lu, un slogan devenu courant dans les agences. Les éditeurs «comptabilisaient comme lus» les journaux volés et augmentaient ainsi leurs chiffres dans les études du lectorat, nous explique Victoria Marchand rédactrice en chef du site cominmag.ch. Avec le temps, l'enjeu central s'est donc déplacé de la vente du journal vers celui de la visibilité de la pub à tout prix. Quant à la vertu civique, elle s'est perdue en chemin.

Pour les journaux, mais surtout pour le contenu rédactionnel, la subvention publique pourrait aujourd'hui faire figure de bouée de sauvetage, mais la pilule a du mal à passer. L'idée de subventionner les rédactions n'est dans la tête d'à peu près personne. L'indépendance journalistique se paie encore à coups d'annonces surtout et d'abonnements un peu. Pourtant, le Conseil fédéral envisage bien d'aider financièrement les médias, mais pour

le texte c'est mal parti, car l'avenir est aux plateformes électroniques. En effet, la nouvelle Loi fédérale sur les médias électroniques (LME), qui devrait remplacer l'ancienne loi sur la radio et la télévision, tirerait un trait sur le texte, qui deviendrait un élément accessoire du son et de l'image.

Du côté des syndicats et des partisans de l'écrit, on espère récupérer une part de la redevance radio-tv (l'ancienne redevance Billag, reprise par Serafe AG). Certains proposent de créer une fondation pour l'écrit, d'autres veulent une taxe sur la publicité et le streaming, alimentée en partie par les contributions des géants du net. Les pistes abondent mais l'agitation ambiante indique surtout que le texte joue la montre. Et le bras. Quand les choses ne vont plus de soi, il faut assumer de les porter. Le temps est aux choix politiques.

1. Alain Clavien. La Presse romande. Éditions Antipodes, 2017, pages 139-142

Gauchebo a 75 ans, parle aux militant.e.s, qui se méfient du tout numérique. On fait le poing... le point, avec Amanda Ioset, membre de la société d'édition et Joël Depommier, son rédacteur en chef.

Pourquoi publier encore en format papier au temps de la dématérialisation?

Amanda Ioset : Beaucoup de nos abonné.e.s sont très attaché.e.s au papier et ne lisent pas volontiers des articles en ligne. Gauchebo est un journal militant. Le support matériel est donc indispensable pour faire des distributions dans la rue, le vendre sur nos stands, etc.

Joël Depommier : La presse papier a été contrainte de prendre un virage numérique pour répondre à la baisse des rentrées publicitaires. Cette manne est liée dorénavant à la rapidité de l'information et à son ubiquité sur plusieurs supports

(ordinateurs, tablettes, téléphones portables). Notre projet éditorial est ailleurs. Nous cherchons à remettre du sens critique dans le déferlement et le flux continu. Cette spécificité se matérialise mieux dans un support reconnu et identifiable, laissant un vrai temps de lecture comme le papier, même si nous sommes aussi sur Internet.

Avez-vous songé à passer au tout-numérique ?

Amanda Ioset : Tout miser sur le numérique serait une erreur, alors que beaucoup de nos lecteurs et lectrices sont très attaché.e.s au papier et se méfient de l'omniprésence de l'écran. Gauchebdo

compte surtout sur la fidélité de ses abonné.e.s, qui ne partagent pas seulement le désir d'informations critiques et de qualité, mais également un projet politique progressiste. Je pense que la résistance face aux géants du numérique et aux grands groupes médiatiques fait partie de ce projet.

Joël Depommier : Au vu de la migration de la publicité vers les supports digitaux, qui valorise les articles au nombre de clics, il est possible qu'à terme bon nombre de titres de la presse commerciale puissent se passer de l'infrastructure onéreuse d'un journal papier, au nom de la réduction des coûts, et deviennent des «pure players». Vu de la gauche, on constate qu'il existe

différents titres qui ont opté pour le tout digital comme Bastamag, Le Vent se lève.fr en France ou Rebellion.org en Espagne, mais certains comme la revue Ballast ou Le comptoir.org, outre leur présence numérique, éditent une revue plusieurs fois par année. Pour notre part, nous éditons prioritairement un journal papier chaque semaine, avec une présence adventice sur Internet. Nous continuerons ce défi aussi longtemps que notre situation financière le permettra.

CC A-T-IL OU ELLE UN SEXE ?

VIRGINIE STUEMANN

Il n'est pas question de faire une analyse en termes de genre des 49 numéros de notre journal de section. Une analyse des aspects sociaux du féminin et du masculin nécessiterait beaucoup plus de temps et de rigueur. Il est juste question de poser son regard sur le travail collectif et de se demander si nous sommes parvenu.e.s à questionner les sujets politiques avec la sensibilité qui est la nôtre, celle d'une lutte pour l'égalité femme-homme. Et poser ce regard en terme homme ou femme, c'est déjà manipuler des stéréotypes et c'est accepter de rentrer dans une binarité. Approche délicate et stéréotypée donc qui a le mérite de révéler quelques avancées et quelques dérives.

Causes Communes, qui écrit ? qui parle ?

Si on observe les contributions où l'on peut identifier un.e auteur.e ou un.e fabricant.e, il y a globalement un léger déséquilibre entre les femmes (509) et les hommes (561)¹ soit +-5%. Sachant que Causes communes est un journal qui donne de la visibilité et la parole aux candidat.e.s aux différentes élections, la répartition est également influencée par la répartition sur les listes. Or, si les listes municipales sont paritaires, les listes cantonales et celle de la Constituante ont favorisé les hommes. Dans 18 numéros, l'écart du nombre d'articles, est de -2 à +2 (presque l'égalité au vu de la marge d'erreur). 22 numéros donnent plus la parole aux hommes et 9 numéros plus aux femmes.

Certains numéros sont fortement déséquilibrés. Les femmes sont très présentes sur les numéros Féminismes (27/6); Bon sexe, bon genre (13/4), Égalité homme-femme (10/5) et un peu plus présentes dans le numéro Seniors (17/13) et Exclusion (11/7). Les hommes ont eu la part belle dans les numéros Sport (10/1), Enfances (25/16), Sécurités (13/6) Écologie (10/4) ou sur le Musée d'Art et d'Histoire (15/9).

Un plus long travail permettrait par ailleurs de s'interroger sur la place des femmes sachant que j'ai comptabilisé la personne qui réalisait l'interview et rédigeait l'article alors que dans ce cas, la visibilité la plus forte est donnée à la personne interviewée.

1. Pour le comptage, seuls les articles signés nommément ont été pris en compte. Pour un entretien, sont comptées la personne qui interroge et rédige et la personne qui est interviewée.

Causes Communes, sujets et thématiques ?

Les numéros spéciaux comme Féminismes ou Bon sexe, bon genre ou Égalité ont abordé l'ensemble des thématiques que nous portons au nom de l'égalité femme-homme. D'autres articles ont ponctuellement abordé l'enjeu de l'articulation entre vie professionnelle, privée et sociale (numéros 1,6), la politique de la petite enfance (numéros 4,5,6), la question de la famille (10) et de la monoparentalité (48). Certains articles ont valorisé le travail des associations : Solidarités femmes (3), Voie F et Au cœur des grottes (40), de l'arc-en-ciel (40). Par ailleurs, un certain nombre d'articles valorisent des élues socialistes

notamment fédérales. Alors que nous savons que le sexisme et l'égalité femme-homme transcendent tous les sujets, il est plus surprenant de constater qu'il y a peu d'articles qui abordent les questions sous un angle «femmes ou hommes» quand nous traitons de logement, de formation, d'économie. En ce sens, la manière dont Causes communes aborde l'égalité femme-homme souffre de stéréotype tout autant que le discours au parti. Il serait pourtant intéressant qu'une lecture genrée puisse avoir lieu sur des questions comme l'emploi, l'économie, le logement.

Enfin, il apparaît que des sujets qui concernent plus directement les femmes ne leur donnent pas pour autant la part belle. En ce sens, le numéro sur la laïcité qui, par ailleurs, a beaucoup traité de la question du port du voile aurait mérité, par exemple, un débat entre deux approches féministes antagonistes.

Causes communes, quel langage?

Comment ne pas aborder la question du langage épïcène? La lecture des 49 numéros montre de nombreuses variations. Comme au parti, le débat reste ouvert. Et l'utilisation du langage épïcène relève de la volonté de l'auteur.e et de la personne qui corrige in fine les articles. Reste qu'une véritable étude lexicale serait sans doute intéressante... s'il y a des volontaires!

Le 8 mars, nous étions mobilisé.e.s pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une occasion de poursuivre le combat et de mobiliser autour de nous pour la grève des femmes du 14 juin 2019. Un événement que Causes communes ne manquera pas. Et qui sait, peut-être un jour, un numéro sur la binarité ou les enjeux LGBTIQ?

Un peu partout dans le monde, nous assistons à un renouveau des mouvements féministes : #metoo a contribué à diffuser et à libérer la parole des femmes* et, grâce aux réseaux sociaux, a eu un écho planétaire. En Suisse aussi, le sexisme, les inégalités et les violences à l'encontre des femmes* persistent, malgré un discours politiquement correct sur l'égalité et bien que l'égalité soit inscrite dans la Constitution fédérale depuis 1981. Le 14 juin 2019, les femmes* se mettront en grève sur les lieux de travail, dans les foyers et occuperont l'espace public. Afin de préparer cette grève, différents groupes de travail se réunissent régulièrement pour aborder différents aspects pratiques de la grève. Toutes* y sont la bienvenue, en particulier dans le groupe du 8 mars, action, communication et mobilisations qui ont besoin de personnes qui ont quelques heures à donner pour une action, une tâche précise, un texte à écrire ou à corriger, des coups de fil ou quelques courriels à envoyer pour mobiliser les femmes*, etc. Ci-dessous, vous trouverez les différentes personnes de contact pour les groupes qui pourraient vous intéresser.

* Toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).

CONTACT ET INSCRIPTION

GROUPE COMMUNICATION : kaya_pawlowska@yahoo.fr

GROUPE MOBILISATIONS : ch.alonso@hotmail.com

GROUPE CHANTS : stephanie.bolay@yahoo.fr

GROUPE 8 MARS : grevefeministe2019geneve@gmail.com

GROUPE INTERNATIONAL : n4blazquez@gmail.com

GROUPE JURIDIQUE : audrey.schmid@unia.ch

GROUPE ACTIONS : kaya_pawlowska@yahoo.fr

GROUPE MAMANS : oth-mackenzie@bluewin.ch

GROUPE BUDGET : fabienne.abramovich@gmail.com

Le groupe égalité femme-homme du PSG est évidemment à disposition pour de plus amples renseignements et actions en vue de la grève des femmes du 14 juin.

ENTRE LES LIGNES

ENTRETIEN ULRICH JOTTERAND,
CONSEILLER MUNICIPAL

Causes communes atteint son 50e numéro. C'est l'occasion de jeter un regard rétrospectif, critique et prospectif sur notre journal de section, sa fonction dans le cadre de la communication dans et hors du parti. Gérard Deshusses, président du PSG, a eu l'occasion de suivre de près, et de participer à la confection de ce journal.

Comment a commencé l'histoire de ce journal ?

Le premier numéro de CC date de septembre 2006, il est présenté comme un mensuel d'information et de réflexion. Sandrine Salerno, présidente de la section, annonçait ce nouveau journal comme devant pallier les insuffisances de la presse. Très vite, il devient bimestriel. Chaque numéro comprenait des dossiers plus ou moins étendus. Dès 2010 avec le numéro consacré au logement, CC est devenu essentiellement thématique.

Mais plus précisément, quels étaient les objectifs de CC à son lancement. Et quelle était la politique de communication de la section ?

Avant CC, la section disposait d'une feuille d'information interne. Et le PSG informait au moyen de la *Tribune socialiste*. Mais elle sombrait. La situation n'était donc pas satisfaisante. Il était indispensable d'avoir un journal de section. D'ailleurs, à l'époque, la présidente du PSG avait salué cette naissance. CC est devenu un outil d'information pour la section et de propagande pour les campagnes internes et les votations. Sa diffusion hors du parti était limitée.

Pourquoi CC est-il devenu thématique ?

Nous voulions le rendre plus intéressant et aborder des sujets plus en profondeur.

Il comprenait encore des éléments de communication. Mais on a décidé de travailler des thèmes les uns après les autres. Au départ, il y avait même une liste de priorités.

Et pour quelles raisons CC n'a pas tenu le rythme de la parution mensuelle.

Au départ, nous avons voulu adopter le rythme de parution de la *Tribune socialiste*. Il faut dire qu'à l'époque, nous manquions de presse de gauche. La presse de gauche était en voie de disparition ou disparue, par exemple la *Voix ouvrière*¹. Mais une publication mensuelle était trop ambitieuse. La supervision du journal était insuffisante. L'idée de revenir à un journal qui pouvait ressembler à la *Tribune socialiste* était cependant l'objectif. Et l'idée de lancer CC ne faisait pas l'unanimité dans la section ; certains camarades pensaient que c'était une folie. Le manque de forces et la course contre le temps ont été de grandes difficultés. Cependant le fait que nous sommes aujourd'hui à discuter du 50e numéro valide rétrospectivement ce projet. Il faut ajouter aussi que la révolution numérique ainsi que sa meilleure maîtrise améliorent grandement la confection du journal, dans toutes ses étapes.

Quelles ont été les grandes réussites de CC ?

Il y en a eu plusieurs. Par exemple, le numéro sur la laïcité.

Ce numéro a aussi été critiqué ! Comme le numéro sur la votation du MAH !

Oui, mais il y a toujours des critiques. Il y a eu aussi un numéro sur l'aménagement du territoire qui avait provoqué des vagues. Des numéros sur les campagnes électorales ont été très bien faits avec la présentation des candidat.e.s. En ce qui me concerne, CC est un superbe journal. Il est attendu. Et si tout le monde ne le lit pas, quand il y a des choses qui détonnent dans CC, les réactions ne manquent pas, par exemple le numéro sur la laïcité. Un autre numéro sur les migrations avait entraîné un débat. En d'autres termes, CC présente bien des problématiques qui peuvent susciter des

débats. Et on pourra toujours discuter de tel ou tel article. C'est le but de CC.

Donc, tu approuves l'idée que CC propose des articles de camarades et de personnes extérieures au parti susceptibles de nourrir la réflexion et le débat dans le parti et parfois de sortir des camarades de leur zone de confort ?

Oui, et il faut ajouter que c'est un des rares espaces de réflexion dans le parti non soumis au diktat de l'actualité politique et de son écume. CC est donc important pour le parti.

L'organisation actuelle de la communication de la section, avec un newsletter numérique et un périodique papier comme CC est à revoir ou à maintenir ?

C'est une bonne option. L'idéal serait de pouvoir développer ce journal et d'augmenter sa périodicité. Par exemple, la question de la présence d'articles du PSG a été abordée récemment dans une séance du bureau cantonal. Et si le travail des commissions est relancé, de nombreuses thématiques pourraient être diffusées dans le parti. C'est essentiel pour la réflexion dans le parti, pour nourrir des débats ainsi que pour les programmes d'élections, par exemple. Si CC se développait dans ce sens, ce serait très intéressant.

• • •

1. Journal romand, issu des titres *Le Travail* et *Le Droit du Peuple*, interdits par le Conseil fédéral en 1940. Fondée par Léon Nicole, la *Voix ouvrière* (familièrement appelée VO) parut à Genève comme hebdomadaire (dès 1944), puis comme quotidien (dès 1945). Elle eut jusqu'à 9000 abonnés. Son histoire fut intimement liée à celle de la Coopérative d'imprimerie du Pré-Jérôme à Genève et à celle du Parti suisse du travail, dont elle était l'organe et suivait la ligne politique. Vu ses difficultés économiques, elle devint à nouveau hebdomadaire sous le nom de *VO-Hebdo* (1980-1986), puis de *VO Réalités* (1986-1995). La VO fit place à *Gauchebo* en 1995. (cf. *Dictionnaire historique de la Suisse*).

CC ne serait plus seulement un journal de section, mais son développement devrait se coordonner avec le PS cantonal ?

Oui. Mais je ne sais pas encore comment. On pourrait imaginer une alternance Canton/Ville avec une augmentation de la périodicité. Il s'agit d'être attentif aux intérêts des un.e.s et des autres. C'est un sujet délicat, il ne faut froisser personne. Et ne pas oublier non plus que de nombreuses et nombreux camarades font partie de la section ville et du PSG!

Je souhaite dépasser les antagonismes. Au cas où les commissions cantonales se développent, il y aurait un apport important. Cela dit, il y a eu aussi des époques où la section Ville avait des commissions thématiques. Il y a toujours eu des va-et-vient entre Canton et Ville. Et si CC relayait les travaux des commissions, ce serait un apport important.

Si l'on examine l'ensemble de la communication du parti, dans la perspective que tu souhaites, que deviendrait *Postscriptum* ?

Postscriptum est un agenda absolument nécessaire. Certains sujets sont plus développés en fonction de l'actualité. Mais il n'a pas la fonction de CC. En résumé, si on veut améliorer la presse du parti, il faut des synergies. On a les moyens d'y arriver. En outre, on devrait développer des propositions de conférence sur des thèmes qui pourraient ensuite être relayés dans CC. Par exemple, sur le mitage du sol, j'estime que nous n'en avons pas fait assez. Et c'est dommage, car il y a des personnes extrêmement intéressantes sur une telle question.

Voilà des projets à étudier! Si on s'arrête encore un instant sur l'information dans le parti et les sections, on peut avoir le sentiment que les interactions sont insuffisantes et desservent l'action politique. Quelle est ton analyse ?

De nombreuses sections ont une lettre ou un journal, Meyrin, Lancy, Carouge, Vernier. Et il y en a d'autres. Mais elles se cantonnent aux affaires communales. Et personne n'a une vision claire et complète de ce qui est publié. C'est regrettable. Certains de ces journaux sont chouettes et ont des équipes rodées. Ils ont parfois des publicités qui allègent le poids financier de la publication.

Mais il y a une perte d'information ainsi ?

Oui. À la Coordination des sections (COOSEC), des échanges fructueux ont lieu et des informations très intéressantes sont partagées ; elle fait donc un excellent travail. En particulier lors des élections. Mais la COOSEC est également isolée, c'est un outil du parti qui est encore à développer, par exemple dans l'échange d'informations écrites. Le plus frappant est que les journaux des sections ne se trouvent pas au siège du parti et ne sont pas disponibles. Ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas envoyés au PSG, mais c'est la mise à disposition de cette information qui est à améliorer. Cela devrait être un travail de la COOSEC. Mais n'oublions pas que ce qu'il nous manque le plus à nous toutes et tous est le temps pour mieux maîtriser ces dossiers.

En d'autres termes, s'il est toujours possible de faire mieux, la place qu'occupe CC dans la communication de la section te semble satisfaisante ?

Oui, CC a aussi un rôle mémoriel en quelque sorte. On y retourne. Il est donc important de faire en sorte que la qualité soit toujours présente. Et il faudrait peut-être un espace interactif pour échanger sur les thèmes abordés.

Les tentatives d'ouvrir la rédaction à l'occasion d'un nouveau numéro ne suscitent pas beaucoup d'initiatives. Et publier des réactions à un numéro trois mois plus tard ne présente non plus pas beaucoup d'intérêt.

C'est effectivement compliqué. Nous sommes dans un autre rapport au temps. Il y a 20 ans, on écrivait, on s'envoyait des lettres. Attendre une réponse pendant 3 jours ne posait pas de problème. Aujourd'hui on patiente 3 minutes!

Alors 2 ou 3 mois... Merci Gérard pour cet échange. Pour conclure, on peut noter que dans une période très agitée, CC a su tenir le cap, alors que les besoins en communication, les évolutions technologiques transformaient profondément notre rapport à l'information. En 13 ans, et 50 numéros, les camarades qui, tout au long de ces années, ont consacré du temps et de l'énergie à publier CC, ont su faire preuve également d'une belle capacité d'adaptation. Et il reste à souhaiter que celles et ceux qui continueront à fabriquer CC pour les 50 prochains numéros fassent preuve du même dynamisme!

PAROLE DE LECTRICES ET LECTEURS!

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA WINTER,
SECRÉTAIRE POLITIQUE ET UMUT AKAR

Pour ce numéro anniversaire, trois de nos lectrices et lecteurs ont accepté de partager leurs perspectives sur le journal. Que l'on soit fan ou féroce critique de la ligne et des choix de Causes communes, l'équipe rédactionnelle aime à rappeler que ses réunions sont ouvertes aux camarades, pour discuter du choix de la thématique jusqu'à la minutieuse relecture finale. Toutes les propositions d'articles sont les bienvenues et peuvent être envoyées au secrétariat de la section. Le budget de Causes communes est discuté et validé chaque année lors de l'Assemblée générale ordinaire, ce qui engage la section.

Mohammad Azad Salawati

Mohammad Azad Salawati est arrivé en Suisse en septembre 2007 après des années en exil. Il est Kurde d'Iran. En 1994, il a été contraint de quitter son pays en raison de ses activités politiques. En

2010, avec un certain nombre d'autres militant.e.s des droits humains, il a fondé le Centre Zagros pour les droits de l'Homme, très actif dans la défense des droits des Kurdes et d'autres groupes ethniques et nationaux en Iran, Irak, Turquie et Syrie. Il défend également les droits des Tamouls, des Sahraouis et d'autres nations opprimées. Cette association a organisé de nombreuses conférences sur les droits humains et publie des rapports sur des cas de violation des droits humains dans certains pays.

Azad, directeur du Centre Zagros, répond aux questions de notre camarade Umut Akar.

Comment analysez-vous le travail du Parti socialiste de la Ville de Genève ?

Selon moi, le Parti socialiste est un parti réaliste et capable de vision humaniste et progressiste. Ce parti a prouvé la nécessité de son existence. Il a su prendre sa place de manière permanente au sein de la communauté genevoise. Son travail sur le terrain montre qu'il est en phase avec les attentes et les besoins des habitant.e.s de Genève. Son action est perceptible partout et par tou.te.s. De plus, il a réussi à toucher une grande partie de la population étrangère vivant dans ce canton. Cela reflète bien l'engagement de ce parti dans sa dimension internationaliste et son engagement universel.

Depuis quand suivez-vous Causes communes ?

J'ai eu connaissance de ce journal en 2014, par l'intermédiaire d'un ami, membre du Parti socialiste. À partir de ce moment-là, j'ai lu régulièrement le journal.

Quels sont les numéros qui vous ont le plus intéressés ?

En 2014, le numéro 34 *Genève entre mythe et réalité*. En 2016, numéro 42 : *Laïcité!* : Enjeux débats. En 2017, numéro 44 : *Inégalités*. Et enfin, en 2018, le 49 : *Genève Internationale*.

En quoi ce journal est-il important à vos yeux ?

Bien que ce journal soit une publication interne, son contenu est relativement intéressant. À mon avis, même si le journal n'est pas très professionnel, il peut participer à l'amélioration de la communication et de l'information pour les sections du Parti socialiste et les militant.e.s non partisan.e.s. Bien sûr, vous devez encore travailler dur pour rendre ce journal plus professionnel! En ce qui me concerne, le journal m'a donné l'occasion d'en savoir plus sur le Parti socialiste et ses perspectives.

Quelles sont vos suggestions et vos critiques pour les prochains numéros ?

Étant donné que le Parti socialiste a une vision très positive et spécifique quant aux

questions relatives aux droits humains, je suggère que des questions telles que la situation des minorités opprimées et des peuples autochtones soient davantage prises en compte. Nul doute que la réflexion sur les problèmes de ces nations ou de ces groupes minoritaires ne les amène également à se rapprocher du Parti socialiste. Je propose également que les questions relatives aux réfugié.e.s à Genève fassent également l'objet d'une plus grande attention.

Béatrice Graf Lateo, militante, ancienne conseillère municipale et lectrice de longue date de Causes communes.

En préambule, j'aimerais féliciter le responsable et le comité rédactionnel pour la qualité des numéros de *Causes communes*, dont les thèmes poussent à la réflexion. Les différents points de vue participent aux échanges et alimentent la discussion au sein de notre section et parti.

Pourquoi lis-tu le CC ?

Parce que les thématiques abordées nous concernent toutes et tous, quelquefois à différents moments de notre vie, comme les inégalités, l'égalité entre les sexes, la santé, les enfants, les seniors, la fiscalité, l'économie, notre ville, les élections, la culture, le sport, la spiritualité, etc.

Qu'est-ce que tu y cherches ?

La présentation de différents points de vue, aussi bien politiques qu'associatifs. Une aide pour comprendre une problématique sous ses divers angles. C'est également une manière de mieux connaître les camarades, à la fois celles et ceux dont on a fait le portrait, mais aussi nos élu.e.s ou leurs idées et la politique qu'ils/elles mènent dans les diverses instances où le PS est représenté.

Quel a été ton numéro préféré ?

Celui intitulé *Féminismes*, car c'est un mouvement qui a beaucoup évolué depuis que j'ai adhéré à ses thèses vers la fin des années 70. À cette époque, les femmes étaient considérées comme des mineures, victimes d'inégalités criantes et il fallait absolument changer les lois. 40 ans plus tard, cela a été fait en grande partie, mais malheureusement les discriminations

perdurent. Je voulais aussi que les hommes soient libérés des vies/carrières toutes tracées, que le temps de travail soit réduit pour toute et tous, afin qu'ils aient le temps de s'occuper de leurs enfants, d'eux-mêmes et de leurs compagnes dans un véritable partage des tâches familiales et professionnelles. Mais là encore ce n'est pas une réalité dans le monde du travail, sauf pour quelques professions.

Qu'aimerais-tu trouver dans le CC ?

Ce que j'y trouve me convient et j'espère que le journal sera toujours imprimé sur du papier. J'ai beaucoup plus de plaisir à lire sur ce support que sur des écrans et à tourner les pages en le feuilletant. De plus, je peux emporter ce journal lors de mes déplacements.

Quel serait le numéro idéal à tes yeux ?

Celui qui perdurera dans le même esprit et avec une équipe toujours aussi enthousiaste!

Albert Anor, camarade, enseignant et syndicaliste, s'est centré sur les numéros 43 Féminismes, 46 J'aime Genève, 47 Seniors, 48 Santé pour poser son regard critique sur le journal.

Le parti pris rédactionnel de ne traiter qu'un sujet particulier par numéro est aussi un choix politique qui s'apparente à celui du «savant» qui isole un élément pour l'analyser en cherchant à faire le «tour de la question» sans pour autant s'aventurer dans des problèmes de militance. Cette approche est critiquable car, pour un parti, séparer les problèmes les uns des autres n'est pas, à mon avis, la bonne méthode. Si tant est que l'on veuille intervenir sur la réalité.

Mais ma critique principale n'est pas là. Une rapide statistique montre que l'essentiel, sinon la totalité, des articles a été rédigée par «l'aristocratie socialiste» du parti. J'entends par là, la participation récurrente et systématique des élu.e.s (exécutifs et législatifs) à côté desquels figurent en bonne place des élites universitaires, spécialistes en tous genres. Mais où est donc la «vox populi»? Aucun.e militant.e de base ne s'exprime dans les 118 pages imprimées de mars 2017 à octobre 2018. Étonnant, n'est-ce pas? Pour un

parti qui a adopté comme slogan «sans privilèges, pour tous», c'est inquiétant.

Si l'on plonge dans le traitement des sujets, force est de constater qu'il s'agit d'une affaire de «connaisseurs» qui dissèquent le «cadavre» sans jamais nous dire à qui profite le crime. Au terme de la lecture de chacune de ces brochures, y compris le numéro 46 (*J'aime Genève*) «pensée comme une déclaration d'engagement et d'amour envers Genève» personne ne propose une issue politique autre que de voter sur des référendums. À aucun moment les 22 élus qui s'y expriment ne proposent de revendications! Un florilège de remarques critiques sur des problèmes sociétaux bien réels qui reste embourbé dans les constats (des impasses de la société capitaliste). Et alors, à quoi sert un parti politique? Que proposent les socialistes? Question dérangeante s'il en est qui ne trouve en retour que des réponses implicites, sans doute, parce que le public visé n'est autre que celui qui les connaît. Ainsi la boucle est bouclée, pas de surprise: ceux qui «savent» s'adressent à ceux qui «comprennent», aucun risque de contradiction ni de contestation d'un discours bien rodé!

Le succès est garanti et tout le monde est rassuré. Les critiques susceptibles d'être émises sont à la marge et on peut continuer à se faire plaisir avec une publication où les problèmes concrets du terrain, ceux qui sont très difficiles à gérer n'apparaissent quasiment jamais. Ce n'est pas un hasard si aucun.e syndicaliste ne s'y exprime, par exemple dans le numéro 48 sur la santé! L'article qui traite des urgences aux HUG est rédigé par un membre du conseil d'administration des HUG! Certes, il soulève de réels problèmes de gestion et de fonctionnement, mais sa contribution se conclut par: «J'espère pouvoir contribuer à améliorer la situation avant la fin de mon mandat». Pas de quoi enthousiasmer ni rassurer une quelconque aide-soignante ou n'importe quel autre professionnel qui subit, au quotidien, des conditions de travail extrêmement difficiles! Que font les syndicats? Nous ne le saurons jamais. Faute de place, je dois clore ici ce survol critique de *Causes communes* qui, selon moi, est un gaspillage de nos cotisations et sert une cause qui m'échappe mais qui ne semble pas si commune que ça!

NI PRAVDA NI CLOSER

SYLVAIN THÉVOZ

Pourquoi un journal? Pourquoi écrire encore? Qui prend le temps de lire aujourd'hui? Ce sont les questions que l'on reçoit quand on œuvre pour un journal. À celles-ci nous avons toujours répondu : un parti politique ne peut vivre s'il court uniquement d'élections en élections, de désignations en votations, au rythme frénétique imposé par notre démocratie semi-directe, sans se donner le temps de réfléchir aux enjeux actuels et de proposer ses idées.

Pourquoi un journal?

Un parti politique sans programme, sans débat d'idées, est une coquille vide, ou alors un mouvement éphémère ou opportuniste surfant sur tel ou tel sujet, comme le sont des mouvements comme *Opération Libero* ou d'autres créations cosmétiques ou communicationnelles dans l'air du temps, c'est-à-dire creuses et au langage appauvri. *Causes communes* se veut une boîte à outils, un lieu d'information et de partage. Sortant 4 fois par an, il a l'ambition assumée de faire le tour d'enjeux (féminisme, laïcité, sport, santé, etc.) avec l'humilité d'un journal militant aux ressources limitées. Les ambitions sont grandes, les attentes nourries, et l'on ne peut être spécialiste de tout. Si certains numéros ont pu devenir des références, d'autres ont simplement posé des jalons. Le fait d'ouvrir le journal à des universitaires, des expert.e.s extérieur.e.s, des membres d'association, des spécialistes du terrain, nous permet d'élargir les champs de compétence, d'inclure une parole plus large, tout en nous faisant connaître de nouveaux milieux. Un beau compliment est venu d'un adversaire politique, impressionné que l'on sorte encore un journal, et par ce que son contenu et sa régularité impliquent de travail.

Pourquoi écrire encore?

Pour soi-même d'abord, pour clarifier ses idées, revisiter ses positions en un peu plus que 140 signes sur Twitter, ou un statut Facebook; afin de faciliter l'expression de militant.e.s sur un sujet, permettre aux élu.e.s d'y trouver des sources

d'interventions et de motions. Sortir un journal de section, c'est permettre aux nouvelles et nouveaux de découvrir «l'air de la maison» pour s'impliquer, en les invitant à prendre la plume.

Qui prend le temps de lire aujourd'hui?

Nos membres et sympathisant.e.s d'abord. C'est un dû important, en s'acquittant de sa cotisation, au-delà de disposer du droit de vote en assemblée générale, de recevoir ce journal à domicile. Le journal est adressé en priorité aux plus de 440 membres de la section. Nous écrivons ensuite pour les habitant.e.s, les associations, la presse. Les 3000 exemplaires imprimés de chaque numéro sont au tiers affranchis postalement, le reste est déposé dans des lieux culturels, sociaux, à la main. Causes communes se veut un journal papier assumé, il est présent sur les réseaux sociaux.

Tous les numéros sont accessibles en ligne sur www.ps-geneve.ch/causes-communes. La communication hebdomadaire de la section passe, elle, par la newsletter.

Comment ça marche?

Le journal fonctionne avec un noyau dur et évolutif : le comité de rédaction, composé de 4 à 6 membres se renouvelant au gré des numéros et des disponibilités. Avoir un comité de rédaction qui donne le rythme et les axes d'un numéro en restant ouvert et inclusif est un défi. Après une séance zéro où sont invité.e.s les camarades de la section, un thème est retenu. Le chemin de fer est posé, avec les articles à rédiger. Individuellement, au sein du comité de rédaction, chacun.e prend en charge la rédaction de textes, ou/et de contacter des rédacteur.trices pour le faire. Le comité de rédaction discute, établit la ligne, assume les choix politiques en cherchant l'équilibre entre défendre la position de la section sur certains enjeux, ou l'anticiper quand elle n'est pas encore clairement posée. Le comité rend des comptes à l'assemblée générale, une fois par an. Il est indépendant du comité de la section mais travaille en bonne intelligence avec lui et se met au service des enjeux politiques (votations, élections) par des numéros spéciaux. Le PSG publie le *Postscriptum*. La complémentarité entre les deux journaux est discutée, et bonne.

Causes communes est un journal fait par des militant.e.s, des rédacteur.trices aux correcteur.trices. Hormis les graphistes

(l'atelier supercocotte), l'imprimeur (l'Imprimerie Nationale aux Pâquis), et les illustrateur.trices (Aloys Lolo, Tom Tirabosco, Adrienne Barman, etc.), ou des photographes (comme Éric Roset, Demir Sönmez), personne n'est rémunéré. C'est une somme de bonnes volontés et d'envies communes qui permet à chaque fois d'aboutir. Les paroles passent, les écrits restent. Notre parti, c'est une histoire, un passé assumé et une projection vers l'avenir. En parcourant ces 50 numéros, c'est une sorte d'album de famille que l'on ouvre, auquel il est toujours bon de revenir pour ne pas oublier qui l'on est. Les centaines de personnes différentes qui y ont écrit un article depuis 2006 en rappellent la diversité.

Une somme de bonnes volontés

Causes communes serait idéologiquement trop rigide. Il servirait uniquement une expression du parti. Au contraire, il manquerait de contenu politique. Il serait trop long à lire... ou pas assez exhaustif. Redondant, ou bien elliptique. Il pratiquerait la censure, ce seraient toujours les mêmes qui y écriraient. Les critiques vont de : «c'est la Pravda à : on dirait Closer», ce qui est un bon indicateur qu'il dérange. Certes, quand il sort de l'imprimerie, il y manque toujours quelque chose. Une ligne y est trop marquée ou une voix du débat moins représentée, des coquilles demeurent présentes (damnation). On s'efforce de faire toujours mieux, d'être plus complet en étant plus concis; plus inclusif tout en gardant de la cohérence. L'équilibre est dur à trouver. En composant ce journal, en y consacrant le nombre d'heures nécessaires, on appréhende mieux les difficultés et les fragilités de l'entreprise, et l'exigence d'un investissement conséquent.

La seule certitude est que si la critique est facile, construire collectivement est ardu dans une époque d'individualisme forcené. Je remercie chaleureusement toutes celles et ceux qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour faire vivre ce projet collectif. À celles et ceux qui aimeraient faire mieux et davantage, impliquez-vous! Ce journal, c'est le vôtre. Il a besoin de votre participation généreuse. Longue vie à *Causes communes*! Au plaisir de fêter ensemble son cinquantième numéro, et de faire vivre dans ses colonnes la diversité du débat et le désir d'un autre monde.

Adrien Faure	Christophe Mani	Ghoudoussy Balde	Manuel Alonso Unica
Adrienne Barman	Claude Mudry	Gilles Labarthe	Manuel Tornare
Agnès-Maritza Boulmer	Claude Ratzé	Gilles Thorel	Marc Lambelet
Ahmed Jama	Claude Uldry	Glorice Weinstein	Marco Poleggi
Alan Humerose	Claudia Orellana	Grégoire Carasso	Maria Bernasconi
Albana Krasniqi Malaj	Claudia Tufo	Guillaume Kaiser	Maria Casares
Albane Schlechten	Claudia Villaman	Guillaume Mandicourt	Maria Vittoria Romano
Albert Rodrik	Coline de Senarclens	Guillermo Montano	Maria Watzlawick
Alberto Velasco	Corinne Chaponnière	Hafid Ouairi	Mariana Paun
Aldo Brina	Corinne Goehner-Da Cruz	Hans Peter Graf	Marianne Frischknecht
Alessandro De Filippo	Corinne Leuridan	Hans Wolf	Marianne Halle
Alessandro Pelizzari	Cristina Tango	Heike Fiedler	Marianne Schweizer
Alexandre Mariéthoz	Cyril Mizrahi	Helena Verissimo de Freitas	Maribel Rodriguez
Aline Duvoisin	Dalya Mitri	Hermann Ntsoli	Marie Gobits
Almandou Camara	Damien Chervaz	Hervé Pichelin	Marie Saulnier Bloch
Aloys Lolo	Damien Scalia	Huguette Junod	Marie-Jo Glardon
Amanda Gavilanes	Danièle Mazzola	Impression SRO-Kundig	Marie-Pierre Theubet
Amanda Schärer	David Bongard	Imprimerie Nationale	Marlyse Schwarz
Amélie Bargetzi	David Carrillo	Irène Buche	Martine Aebly-Renaud
André Castella	David Lachat	Irinia Ionita	Martine Chaponnière
André Klopmann	Demir Sönmez	Isabelle Brunier	Martine Gremaud
Andrea Arezina	Dersu Heri Bezençon	Isabelle Ducret	Martine Sumi
Anja Wyden Guelpa	Dia Khadam-Al-Jame	Isabelle Sbrissa	Mathilde Captyn
Anne Emery-Torracinta	Diana Rizzolio	Iulia Hasdeu	Matteo Butussi
Anne Humbert-Droz	Didier Arnoux	Jacqueline Cramer	Matthias Lecoq
Anne Lavanchy	Dina Bazarbachi	Jacqueline Ricciardi Werlen	Maurice Gardiol
Anne-Béatrice Duparc	Dominique Diserens	Jacques Boesch	Mélanie Battistini
Anne-Laure Huber	Dominique Favre	Janine Berberat	Melete Solomon-Kufлом
Anne-Marie Hirt	Dominique Ziegler	Jannick Frigenti-Empana	Melik Özden
Anne-Marie von Arx-Vernon	Doris Leuenberger	Jaques Robert	Michel Egger
Annina Pfund	Dorothee Marthaler Ghidoni	Javier Brandon	Michel Félix de Vidas
Antoine Chollet	Édouard Louis	Jean Firmann	Michel Ribeiro
Antoine Droin	Elena Muceni	Jean Mohr	Miltos Thomaidis
Antoinette Aebersold	Éléonore Lépinard	Jean Rossiaud	Miruna Coca-Cozma
Arnaud Moreillon	Elisabeth Rod-Grangé	Jean Spielmann	Mohammed Benouattaf
Atelier supercocotte	Elsa Floret	Jean Ziegler	Monique Cahannes
Atelierssud.ch	Emmanuel Cuénod	Jean-Baptiste Allegrini	Nadia Méric
Aude Bumbacher	Emmanuel Deonna	Jean-Charles Rielle	Natacha Porcher
Audrey Ruchet	Erdal Kiran	Jean-François Staszak	Nicolas Rebord
Augustin Guardiola	Eric Dubouloz	Jean-Louis Fazio	Nicolas Roguet
Aurélie Friedli	Eric Imseng	Jean-Luc Mühlebach	Nicolas Wadimoff
Aurélien Bergot	Eric Peytremann	Jean-Michel Perret	Nicolas Walder
Ayari Félix	Eric Roset	Jean-Pierre Greff	Nicole Valiquier Grecuccio
Béatrice Graf Lateo	Eric Rossiaud	Jean-Pierre Tabin	Niels Ackermann
Beatrix Niser-Lindley	Erica Ziegler	Jennifer Conti	Ninian van Blyenburgh
Bénédicte Amsellem-Ossipow	Evelyne Vachoux	Jérôme Chapuis	Olga Baranova
Bernadette Gaspoz	Fabienne Abramovitch	Joël Varone	Olivia Bessat
Bernard Stiegler	Fabienne Chanavat	Josef Zysiadis	Olivier Amrein
Brigitte Knobel	Fabio Lo Verso	Juan Carlos Schwab	Olivier Coste
Carlo Sommaruga	Fabrice Clavier	Julie Schaler	Olivier Gurtner
Carlos Serra	Fabrice Jucker	Julien Dubouchet Corthay	Olivier Lozeron
Carole Zgraggen Linser	Félicien Mazzola	Julio Jatón	Olowine Rogg
Carole-Anne Kast	Fernando Carvajal Sánchez	Katharina Schindler Bagnoud	Ornella Grillet
Caroline Dayer	Florence Chappuis	Lara Baranzini	Pablo Garcia
Caroline Marti	Florian Irmingier	Laure Faessler	Paola Nagel Petrucci
Cathy Day	Francis Hickel	Laure Mi Hyun Croset	Pascal Chobaz
Chantal Savioz	François Garaï	Laurence Fehlmann Rielle	Pascal Décaillet
Charles Beer	François Jean-Richard	Laurence Stajic	Pascal Holenweg
Chiara Barberis	François Mireval	Laurent Cimasoni	Pascal Lottaz
Christian Bernard	François Mützenberg	Laurent Extermann	Patricia Riedweg
Christian Cornuz	François Paychère	Laurent Moutinot	Patricia Vatré
Christian Dandrès	Françoise Dupraz	Léa Winter	Patrick Baud-Lavigne
Christian Levrat	Françoise Joliat	Léna Strasser	Patrick Delachaux
Christian Lopez	Françoise Pellegrin	Léonard Micheli	Paul Ghidoni
Christian Marchiando	Fred Bocquet	Liliane Maury Pasquier	Paule Mangeat
Christiane Brunner	Frédéric Baldini	Loly Bolay	Pauline Savelieff
Christiane Leuenberger	Gabriel Barta	Lorella Bertani	Philippe Constantin
Christiane Olivier	Gabriel de Montmollin	Lorenza Bettoli Musy	Philippe Dam
Christiane Perregaux	Gabriele Fantini	Luc Broch	Philippe Scandolera
Christina Kitsos	Gaëlle Courtens	Luca Pattaroni	Pierre Lepori
Christine Ferrier	Garance Zarn	Luis Vazquez Buenfil	Pierre Ruel
Christine Serdaly-Magan	Georges Abraham	Luisa Pentzke	Raphaëlle Vavassori
Christophe Buemi	Georges Haldas	Lydia Schneider-Hausser	Régis De Battista
Christophe Girard	Gérard Deshusses	Magali Orsini	René Grand
Christophe Gros	Gérard Scheller	Malik Assane	René Longet

Reto Cadotsch
 Ricardo Espinosa
 Robert Borrel
 Roberto Baranzini
 Rodrigo Montaluisa Vivas
 Roger Deneys
 Roger Michel
 Roland Faas
 Roland Niedermann
 Romain de Sainte-Marie
 Romain Kull
 Roman Juon
 Ruth Dreifuss
 Sabine Cimasoni
 Sabrina Gallo Maulini
 Sacha Riondel
 Salima Moyard
 Sami Kanaan
 Sandra Venturini
 Sandrine Kott
 Sandrine Salerno
 Sara Cereghetti
 Sarah Crettaz
 Sarah Petraglio
 Sarah Scholl
 Sébastien Bourquin
 Serge Abramowski
 Serge Raemy
 Silvio Albino
 Simon Gaberell
 Simon Romero
 Simone Irminger
 Sivan Karabulut
 Stefan Kristensen
 Stéphanie Gomes
 Sylvain Lehmann
 Sylviane Dupuis
 Taimoor Aliassi
 Théo Keel
 Thibaut Jotterand
 Thierry Apothéloz
 Thierry Piguet
 Thierry Tanquerel
 Thomas Bruchez
 Thomas Fachinetti
 Thomas Wenger
 Tiberiu Moldovan
 Timour Yildirim
 Tobia Schnebli
 Tom Tirabosco
 Tristan Pun
 Tristan Zand
 Ulrich Jotterand
 Umut Akar
 Valentin Rossier
 Valentina Wenger-Andreoli
 Valérie Boillat
 Valérie Buchs
 Valérie Garbani
 Valery Braçar
 Véréna Keller
 Veronica Almedom
 Véronique Bacchetta
 Véronique Pürro
 Victoria Al-Adjouri
 Vincent Gall
 Virginie Estier dos Santos
 Virginie Keller
 Virginie Studemann
 Vladimir Schwager
 Yasmina Tippenhauer
 Yvan Rogg
 Yves Delessert
 Yves Delieutraz
 Yves Flückiger

PRESSE DE GAUCHE EN SUISSE ROMANDE

PASCAL HOLENWEG. CONSEILLER MUNICIPAL

Je vous parle d'un temps que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître : un temps où en Suisse romande paraissaient deux quotidiens, un socialiste, *La Sentinelle*, et un communiste (à la manière suisse), *La Voix Ouvrière*. *La Sentinelle* est tombée la première, à la fin des années soixante. *La Voix Ouvrière* s'est tue dix ans plus tard - mais *Gauche Hebdo* a repris son flambeau : un hebdo, plus un quotidien, mais tout de même un bel engagement. Les deux quotidiens de gauche ayant disparu, chaque parti de gauche s'est doté d'hebdo. Le PS en avait quasiment un par canton. Il restait même un quotidien au Tessin, et au passé glorieux : *La Libera Stampa*. Passé glorieux ? Elle fut le seul quotidien en langue italienne quand le fascisme régnait en Italie - les militant.e.s socialistes lui faisaient passer la frontière, à leurs risques et grands périls lorsque eux-mêmes, elles-mêmes étaient italien.ne.s.

Mais *La Sentinelle* fut aussi résistante. Elle fut le seul quotidien socialiste en langue française sous l'occupation allemande et la collaboration pétainiste - et là encore, des militants socialistes lui faisaient passer la frontière.

Hommes et femmes de l'écrit

Car le journal écrit, imprimé sur du papier, nous fut essentiel, dès les premiers temps des premiers partis socialistes (au sens large). Nous sommes hommes et femmes de l'écrit, et il fallait aux socialistes des temps héroïques (quand le PS occupait l'extrême-gauche du champ politique) pouvoir répondre à la presse bourgeoise, c'est-à-dire à la presse tout court. À Genève régnaient la Tribune, La Suisse, le Journal de Genève, Le Genevois (qui fut un temps quotidien) : les Socialistes se dotèrent donc du Peuple.

Et maintenant ?

Après la disparition de *La Sentinelle*, le PS genevois se dota d'un hebdo, la *Tribune socialiste*, qui fut remplacée, après des années, par un mensuel : *Débats*. Puis par *Causes communes* que vous lisez. Et que vous avez bien raison de lire. À part lui, que reste-t-il de la presse de gauche à Genève ? *Gauche Hebdo*, le journal de SolidaritéS, le bulletin des Verts, *Postscriptum* chez nous, voilà pour les journaux de partis, et *Le Courrier*, ultime quotidien de gauche (venu de la droite corpopatho) de Roman-die.

Une cause commune

Nous ne sommes pas gens de lettres, mais nous sommes dans une ville du livre (et du Livre, mais c'est hors sujet). Du livre, et du journal. Et nous sommes héritières et héritiers d'une longue et, poussons-nous un peu du col : glorieuse tradition de presse de gauche. Une tradition à la fois française, genevoise et suisse. Ce pays est sans doute celui de toute l'Europe qui connaît le plus grand nombre de titres de presse, proportionnellement à sa population, quoi qu'il en soit de l'état actuel de cette presse, de son pluralisme (en réduction constante), de son indépendance à l'égard des grands groupes et du poids de la publicité (et donc de l'économie marchande) sur ce qui ne devrait pas être une marchandise.

Le PS de la Ville publie un journal, et il a raison. C'est une forme de petite résistance. Et ça devrait être une cause commune.

ARMES

Pour Olivia de Weck, égérie de ProTell, mouvement pro-armes : « Quelqu'un qui ne veut pas faire l'armée, soit accomplir son service militaire obligatoire, ça reste un tire-au-flanc » Et les pioupiou qui boivent des bières dans les casernes, dilapidant nos impôts en attendant la quille, ce sont des héros nationaux peut-être ?

ADRESSE

Une recrue se fait tirer dans le pied à Bière. L'auteur du coup de feu est sous le choc. Il a dû être épaulé psychologiquement. Guillaume Tell, reviens ! la Suisse n'est vraiment plus ce qu'elle était.

BANG BANG

Loi sur les armes encore : dénonçant un diktat, les milieux du tir et l'UDC dénoncent une loi liberticide, inique, inutile, dangereuse et anti-suisse. C'est vraiment intolérable qu'on veuille empêcher des gens de faire des cartons sur d'autres ciroyen.ne.s.

BURN-OUT

L'épuisement professionnel ne sera pas reconnu comme maladie professionnelle. La commission de la Sécurité sociale du National a rejeté par 17 voix contre 7 une initiative de notre camarade Mathias Reynard. Par contre, il semble bien que la connerie parlementaire se porte comme un charme à Berne.

BUSINESS

Aux États-Unis, Karl Marx figure parmi les meilleures ventes de la catégorie « free entreprise »... Chez nous, c'est Didier Burkhalter qui cartonne au rayon roman d'aventure... Bientôt le carton de BHL en littérature érotique ? On vit une époque formidable.

CLIMAT

Il est plus chaud, plus chaud que le climat, le PLR Benoît Genecand. Il s'en est vertement pris aux manifestant.e.s qui, selon lui, feraient mieux de renoncer à voyager en avion plutôt que de manifester pour le climat. Pourrait-on lui suggérer, au lieu de faire la morale aux générations futures, de préserver leur avenir par ses votes à Berne ? Et au PLR, plutôt que de faire des consultations bidon, de changer de politique ?

FEDERER

Le gentleman millionnaire a salué son monde depuis le balcon du Palais Eynard. De jeunes militant.e.s ont interpellé le Crédit Suisse, sponsor de l'idole, pour qu'il respecte davantage le climat, mais ils n'ont pas osé demander que le maître se rende de Wimbledon à Roland-Garros en calèche.

GRÈVE

14 juin, toutes et toutes dans la rue, en jupe et bras croisés. Parallèlement, les femmes demandent gentiment aux messieurs, pour une journée au moins, de la mettre en veilleuse et de s'engager à soutenir le mouvement en faisant à manger et en gardant les enfants. Il se murmure que par peur de mauvais traitements, les enfants ont immédiatement annoncé un préavis de grève.

INÉGALITÉS

Savez-vous que certaines professions augmentent drastiquement le risque de cancer du sein ? Chez les infirmières, le risque de développer cette maladie augmente de 50%. Il est même multiplié par 4.5 dans le secteur de la blanchisserie et par 5 chez les coiffeuses et les esthéticiennes, à cause de l'exposition aux produits toxiques, du travail de nuit et du stress. Cancer du sein, cancer de classe.

KÉROSÈNE

De plus en plus de voix s'élèvent pour taxer davantage le kérosène. Et le capital, on continue à le laisser polluer la planète sans y toucher ?

KKKS

« Je préférerais que les djihadistes soient jugés sur place plutôt qu'en Suisse » proclame la conseillère fédérale PLR Karine Keller-Sutter. Ben voyons. Ce sont pourtant de citoyen.ne.s suisses et d'enfants présumés innocent.e.s dont il s'agit. Demander à Bachar el-Assad et confrères de garantir des procès équitables, c'est un peu comme sous-traiter au Ku Klux Klan la défense des minorités.

PÉNIBILITÉ INVISIBLE

Les risques auxquels sont exposées les femmes dans les métiers du Care sont minimisés. Douleurs de dos chroniques, tendinites, épuisement. Souvent, ces maladies sont attribuées aux femmes elles-mêmes. En bref, ce serait des conséquences de l'hystérie. Et les gestes répétitifs légers, les longues postures debout, le port de personne, l'exposition aux maladies contagieuses et le contact avec des substances toxiques, probablement des tocs pour passer le temps.

PROPHÉTIQUE

Le sociologue britannique Thomas Humphrey Marshall l'annonçait en 1950 : « L'égalité fondamentale ne peut être créée et préservée sans porter atteinte à la liberté du marché concurrentiel ». Nous voici à la croisée des chemins : la totale liberté du marché ou la survie de la nôtre.

ABÉCÉDAIRE

CAUSES COMMUNES